diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

Russie Europe : les risques du « redémarrage »

mardi 2 février 2010,par Françoise THOM

Citer cet article / To cite this version :
Françoise THOM, **Russie Europe : les risques du « redémarrage »**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 2 février 2010.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via **la page suivante** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

CE QUI FRAPPE l'historien lorsqu'il se penche sur les rapports Russie-Europe c'est la permanence des fantasmes que la Russie engendre dans l'imagination des Occidentaux et la capacité de la Russie à dicter les cadres conceptuels dans lesquels elle veut être pensée – et incomprise - à l'étranger. Ceci explique un autre mystère des relations entre Russes et Européens : l'imperméabilité à l'expérience des partenaires occidentaux. Les déboires successifs essuyés par les hommes d'affaires en Russie, les camouflets régulièrement infligés aux hommes d'Etat européens, les assassinats, les insultes aux diplomates, les nationalisations abusives, les manquements aux engagements pris, les violations du droit international, tout cela est oublié instantanément. A peine la Russie a-t-elle mené en août 2008 une guerre de conquête lui permettant d'occuper 20% du territoire d'un Etat voisin, la Géorgie, que les Etats-Unis parlent d'un « redémarrage », c'est-à-dire d'un effacement de l'ardoise - et donc l'oubli d'une utile expérience dont il eût fallu tirer les leçons - tandis que la France se hâte d'offrir à la Russie les moyens de sa prochaine guerre d'agression contre les Etats voisins en lui vendant des porte-hélicoptères Mistral. [1]

Rarement l'incompréhension réelle de la Russie a été aussi grande qu'aujourd'hui, et lourde de conséquences désastreuses pour l'Europe. La France en particulier s'engage sur une voie périlleuse. La Russie lui a trouvé un rôle exaltant : celui d'un partenaire dans la modernisation du grand voisin oriental. Nous nous rengorgeons de tant d'honneur, notre vanité nationale est flattée. L'encens russe nous monte à la tête et nous ne voyons pas les dures réalités. Nous croyons la Russie faible, handicapée par une démographie catastrophique, une économie sous-développée. Nous nous imaginons que devant tant de difficultés elle va se tourner vers l'intérieur, panser ses plaies. Nous croyons que la crise a mis un frein aux ambitions de Moscou. Nous sommes à cent lieues de percevoir le monde comme le font les élites russes. Nous ne voyons pas les conséquences qu'elles ont tirées de la crise.

Certes l'optimisme qui régnait en Russie au début de l'année 2008 a été tempéré. A l'époque la Russie se voyait en puissance émergente faisant partie du bloc Brésil-Russie-Inde-Chine (BRIC) dont l'ascension irrésistible allait détrôner le monde occidental, et surtout les Etats-Unis haïs. Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères russe se félicitait sans vergogne du naufrage des valeurs occidentales. « Le vieil Occident a perdu son rôle de leader intellectuel et moral du monde », ajoutait le politologue S. Karaganov [2]. Le modèle autoritaire antidémocratique semblait en passe de s'imposer, revanche éclatante pour la Russie qui n'a pas digéré l'éclatement de l'URSS et la défaite de son régime à parti unique en 1991. Au printemps 2008 le président Dmitri Medvedev fraîchement élu, propose la mise en place d'un nouveau système de sécurité en Europe. Les Européens n'ont pas compris que cette démarche résultait de l'évaluation faite à Moscou de la nouvelle « corrélation des forces ». Aux yeux des dirigeants russes l'effacement américain était désormais acquis et il fallait que l'Europe en prenne acte et lui donne une forme institutionnelle. Pour les Russes, le droit est toujours la codification d'un rapport de forces. Celui-ci ayant évolué au détriment des Etats-Unis et en faveur de la Russie, l'architecture de sécurité européenne devait être modifiée en conséquence. Comme en Europe on traînait les pieds et on continuait à refuser de voir les « réalités », comme on dit en Russie, Moscou décida de faire une petite démonstration : la guerre russo-géorgienne avait avant tout pour objectif de montrer aux Européens que l'alliance avec les Etats-Unis ne valait plus rien. La Russie était en situation de force et pouvait agir unilatéralement dès qu'elle le souhaitait. Sitôt la démonstration finie, le président D. Medvedev remit sur le tapis sa proposition de nouveau système de sécurité européen. Les Occidentaux naïfs s'étonnaient de voir la Russie préconiser la sécurité collective tout en violant de façon flagrante les accords Medvedev- Sarkozy et en marginalisant l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le raisonnement russe tel que nous venons de le reproduire montre que, du point de vue de Moscou la position russe était parfaitement conséquente. D. Medvedev ne disait pas autre chose lorsqu'il déclarait le 1er octobre 2008 : "**L'ancien ordre mondial s'est effondré et un nouvel ordre mondial est en train d'apparaître, plus sûr et plus juste. La preuve en est l'action entreprise par la Russie**

en août dernier [2008] pour sauver le peuple d'Ossétie du Sud, pour protéger nos concitoyens et les intérêts de la Fédération russe » [3]. Ainsi l'action unilatérale de la Russie était l'indice de l'émergence « d'un nouvel ordre mondial » qu'il était urgent de faire reconnaître par les Européens. La politique de « redémarrage » des relations russo-américaines proposée par le président B. Obama a été interprétée à Moscou comme l'indice de la prise de conscience par les Américains de leur faiblesse, et par conséquent comme une invitation à Moscou à pousser ses pions.

La guerre russo-géorgienne et la crise économique ont entraîné une évolution de l'analyse russe, mais pas celle que l'on croit naïvement en Occident. La crise a été perçue comme une opportunité à ne pas manquer. D'abord, elle accélérait l'affaiblissement des Etats-Unis et leur désengagement de « l'étranger proche » de la Russie. Ensuite, elle a laminé les élites pro-occidentales qui s'étaient constituées dans les pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) et au contraire renforcé les clans mafieux vivant de la prédation, qui sont d'orientation pro-russe. La crise présentait donc l'occasion rêvée de restaurer l'influence russe sur la périphérie déstabilisée par le choc. Cependant, la guerre russo-géorgienne et la crise ont aussi révélé aux dirigeants du Kremlin que l'archaïsme de l'économie et de la machine militaire russes pouvait être un obstacle à leurs ambitions de puissance. En Russie les revers, notamment sur le champ de bataille, sont le principal ressort de la modernisation. Ce fut le cas de Pierre le Grand après la défaite de Narva, d'Alexandre II après la guerre de Crimée, de Nicolas II après la guerre russo-japonaise. Dans ces trois cas, les réformes spectaculaires mises en oeuvre avaient pour but de faire de la Russie une grande puissance militaire capable de défier l'Europe, et non d'émanciper la société russe. La situation est analogue aujourd'hui. **Le programme de « modernisation » lancé par Medvedev a pour but de renforcer la puissance russe** et nullement de démocratiser le pays.

Il n'est que de voir les axes de cette modernisation pour s'en convaincre. Le système politique demeure inchangé, et les fraudes massives aux élections continuent de plus belle. En revanche le régime russe a entrepris une réforme militaire radicale dont les grandes lignes ont été définies par le président D. Medvedev en septembre 2008 : amélioration de la capacité de déploiement des troupes, des systèmes de commandement et de contrôle, de l'entraînement, développement d'un armement de haute technologie, amélioration de la situation matérielle des militaires, développement d'une flotte de sous-marins armée de missiles de croisière, création d'un système de défense dans l'espace. « La guerre peut éclater subitement et devenir tout à fait réelle. Des conflits locaux, larvés que l'on appelle même parfois conflits gelés, peuvent se transformer en véritable conflagration militaire…. Un système garanti de dissuasion nucléaire répondant à diverses circonstances militaires et politiques doit être mis en place d'ici 2020 », a déclaré Medvedev aux généraux russes en introduisant la réforme [4]. La loi sur la Défense a été modifiée en octobre 2009. Désormais le président russe a le droit d'engager les forces armées sans l'autorisation du Conseil de la Fédération. Il peut faire intervenir les troupes en cas « d'attaque contre les forces armées russes à l'étranger », pour « défendre les citoyens russes à l'étranger », « défendre un Etat qui a demandé l'aide de la Russie » [5]. Ce dernier point est particulièrement important, car il montre que la Russie est prête à des interventions militaires même si le territoire russe n'est pas menacé. Précisons que la nouvelle doctrine militaire russe stipule aussi que la Russie est en droit de recourir à l'arme nucléaire pour repousser une agression faisant appel aux armes conventionnelles et réserve à la Russie le droit de lancer des guerres préventives et la possibilité d'employer les armes nucléaires même dans un conflit local. Ainsi la Russie se dote d'un arsenal législatif justifiant les interventions militaires contre des Etats tiers. N'oublions pas non plus que Moscou a suspendu sa participation au Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE). Qu'on compare le « raffut » médiatique qui avait accompagné l'annonce de la doctrine G.W. Bush et le silence presque total de la presse occidentale sur l'évolution de la doctrine militaire russe –et on peut mesurer l'efficacité de la machine de propagande poutinienne. Rappelons d'ailleurs à ce propos que le budget prévu pour la propagande à l'étranger en 2010 atteint 1,4 milliards de dollars, dépassant celui de l'aide aux

chômeurs. Ce qui montre une fois encore les priorités du Kremlin [6].

L'innovation du régime medvedevien consiste en ceci : la Russie a décidé d'atteler les Européens de l'Ouest à la construction de son secteur de puissance. Nous retrouvons ici la politique de Pierre le Grand. Le contrat d'achat des Mistrals présente un triple avantage. Premièrement la Russie acquiert des armements de haute technologie sans avoir à faire l'effort de les développer elle-même. Deuxièmement, elle réduit à néant la solidarité atlantique et la solidarité européenne. Troisièmement elle accélère la « vassalisation » du deuxième grand pays européen après l'Allemagne. Les déboires accumulés des géants de l'industrie française (le dernier en date étant la préférence donnée par Abou Dhabi à la filière nucléaire coréenne) ne peuvent que renforcer cette dépendance à l'égard de la Russie, pour laquelle les transactions économiques sont des instruments d'influence, les considérations proprement économiques et commerciales ne jouant qu'un rôle secondaire. Un expert russe a récemment comparé cette politique russe à celle de la Chine face aux Etats-Unis : selon lui, à Washington le lobby pro-chinois intéressé aux affaires avec la Chine est devenu si puissant que les Etats-Unis sont désormais incapables de s'opposer à Pékin. La même chose est déjà vraie pour l'Allemagne face à la Russie et elle le sera pour la France après la signature du contrat sur les Mistrals [7]. Déjà la France ne sait plus dire « Non » à Moscou : elle rend la cathédrale Saint Nicolas à Nice à l'Eglise orthodoxe russe, elle s'engage à voler au secours d'*Avtovaz*, la compagnie automobile au déficit abyssal soutenue par Poutine, elle accepte de faire défiler ses troupes sur la place Rouge, oubliant, comme l'y invite l'historiographie poutinienne, que la victoire de l'Armée rouge a entraîné un nouvel asservissement pour la moitié de l'Europe. Nos gaullistes autrefois si soucieux d'indépendance nationale quand il s'agissait des Etats-Unis ne trouvent rien à redire à cette politique pourtant autrement dangereuse à terme pour notre liberté et celle de l'Europe. Car la « schröderisation » de la classe politique européenne avance à pas de géant et le traité de Lisbonne qui fait la part belle aux grands Etats risque d'accélérer ce processus. C'est d'ailleurs l'analyse faite à Moscou.

Car il ne s'agit pas que de la menace militaire. Encore que celle-ci ne doive pas être sous-estimée : au moment où les Mistrals seront livrés à la Russie, en 2012, V. Poutine risque d'être de nouveau président, avec une Constitution taillée sur mesure, comme nous venons de le voir, et le doigt prompt à la gâchette, comme le montre l'expérience. Le plus dangereux pour l'Europe est l'influence délétère qu'exercent sur les élites européennes les idéologues russes. Ce sont eux qui ne cessent de répéter que la nature des systèmes politiques importe peu, pourvu qu'ils soient « pragmatiques ». De susurrer que le souci des libertés fondamentales n'est qu'une hypocrisie utilisée par les Anglo-Saxons pour camoufler leur volonté de détruire les nations. Qu'en relations internationales seule l'approche « réaliste » et égoïste est payante, c'est-à-dire celle qui se fonde sur la prise en compte cynique du rapport de force. En Europe seuls doivent compter les grands pays, en partenariat bien sûr avec la Russie, seul importe l'intérêt national, défini bien sûr pour chacun par la Russie.

L'experte russe Lilia Chevtsova s'étonnait récemment de la facilité avec laquelle certains Européens se font les perroquets de la propagande russe [8]. Elle citait une remarque extatique adressée à V. Poutine par Thierry de Montbrial lors de la rencontre de Valdaï en 2007 : « Monsieur le président, vous êtes le premier dirigeant de l'histoire russe qui ait accumulé cette puissance et en même temps ait été désireux de la partager avec d'autres…Ceci prouve que vous êtes un démocrate » [9] …Combien de fois avons-nous entendu que la Russie avait été « humiliée », que chaque pays avait le droit de défendre ses « valeurs », que nous n'avions pas à chercher à imposer notre démocratie libérale etc… Selon l'ex-chancelier G. Schröder, la Russie « a le droit de défendre ses intérêts de sécurité », c'est-à-dire d'interdire à l'Ukraine et à la Géorgie de choisir leurs alliances. En avril 2008 Jacques Sapir expliquait gravement dans le *Figaro* que la Russie était « une zone de stabilité et de croissance » dans une Europe en pleine crise financière, alors que « les banques russes n'avaient pas été contaminées par la crise » et qu'il fallait s'attendre « à des entrées massives de capitaux » en

Russie [10]. Après la guerre russo-géorgienne le premier ministre français François Fillon s'est mis en quatre pour éviter des sanctions à la Russie, reprenant mot pour mot les arguments ressassés par la propagande russe depuis des années, assimilant les partisans d'une politique de fermeté à des ringards de la Guerre froide (dont bien sûr les Occidentaux auraient été largement responsables) : « Il y a deux options possibles : ou bien on veut à tout prix recréer la Guerre froide, on montre du doigt la Russie, on l'isole, on continue à la piétiner comme ça a été le cas depuis une dizaine d'années – ce n'est pas la voie qu'a choisie la France, ce n'est pas la voie qu'a choisie l'Europe », ou on choisit l'option du dialogue (1er septembre 2008).

A force de marteler que la défense de la démocratie libérale était l'apanage des néo-conservateurs américains, les propagandistes russes en arrivent à inciter les Européens à renier les bases mêmes sur lesquelles s'est construite l'Europe pendant plus de cinquante ans. L'idée d'une égalité de droits entre les Etats européens, petits et grands, l'idée que le rapport de force est exclu entre Européens, l'idée d'une solidarité européenne, tout cela est dédaigneusement balayé de la main à Moscou. Si cette « philosophie » du Kremlin gagne du terrain, l'Europe risque de régresser prodigieusement et d'oublier les dures leçons tirées des deux guerres mondiales. On l'a vu dans les années 1930, la présence d'un Etat revanchard sur le continent européen peut réduire à néant toutes les tentatives de fonder un ordre international sur le droit et l'arbitrage. Comment expliquer qu'il se trouve tant d'Européens, notamment de Français, qui acceptent de devenir les apologètes du darwinisme social post-communiste russe appliqué aux relations internationales ? Nadejda Mandelshtam, la veuve du poète Osip Mandelshtam mort au Goulag, se demandait dans ses *Mémoires* pourquoi l'intelligentsia russe avait massivement pactisé avec le bolchevisme. Elle en était arrivée à la conclusion que c'était la fascination de la violence qui avait suscité cette complaisance chez les intellectuels. Aujourd'hui on a l'impression que c'est la brutalité russe, le torse nu et le langage cru de l'ex-président Poutine, qui exercent une séduction fatale sur nombre de dirigeants européens. Ceux-ci cherchent peut-être dans ce monde hobbesien un remède à l'étouffant « politiquement correct » distillé par les media et les institutions européennes – sans voir que ce remède est pire que le mal.

Aujourd'hui Moscou propose une alliance des Etats-Unis, de l'Union européenne et de la Russie contre les menaces « du Sud » [11]. La Russie se pose en rempart de la civilisation « du Nord ». Ce qui ne manque pas de sel quand on se souvient avec quelle persévérance Moscou a défendu le programme nucléaire iranien, contribuant grandement à l'émergence de cette « menace » du Sud, et avec quel enthousiasme elle célébrait, il y a un an encore, le naufrage de la civilisation occidentale. Visiblement la Russie table sur le « redémarrage », voire l'effacement total du disque dur des Occidentaux. Espérons qu'elle a tort.

Copyright février 2010-Thom/diploweb.com

P.-S.

Maître de Conférences en histoire à Paris IV Sorbonne

Notes

[1] « Long de 200 mètres pour 32 de large, le porte-hélicoptères de classe Mistral est le deuxième plus gros navire de guerre français, après le porte-avions Charles de Gaulle. Il peut accueillir six hélicoptères, quatre chalands de débarquement, 13 chars Leclerc, une centaine de véhicules et est aussi doté d'un hôpital de 69 lits. Deux navires de cette classe appartenant à la Marine française voguent déjà sur les océans : le Mistral et le Tonnerre. Selon des experts militaires,

Moscou, en se dotant de tels bâtiments, entend accorder plus d'importance aux « forces d'attaque rapides », ce qui suscite l'inquiétude de la Géorgie, opposée à la Russie dans un bref conflit armé en août 2008. Ces navires peuvent être utilisés pour des opérations aéroportées, des missions de maintien de la paix, de secours ou de lutte contre la piraterie en mer, relèvent les agences russes. » Source : La Croix http://www.la-croix.com/ Le-porte-helicopteres-Mistral-a-Saint-Petersbourg/photo2/2402507/4085

[2] Cité in : Nezavisimaja Gazeta, 29/10/08

[3] http://www.kremlin.ru/appears /2008/10/01/1401_type63374type82634type122346_207081.shtml

[4] http://www.kremlin.ru/appears /2008/09/26/2013_type63374type63376type82634_206944.shtml

[5] gazeta.ru 8/12/09

[6] The Guardian, 18/12/09

[7] Fiodor Lukianov, « Integracia po poniatiam », gazeta.ru, 26/11/09

[8] Lilia Shevtsova, « The Kremlin Kowtow », Foreign Policy, JANUARY 5, 2010

[9] Lilia Ševtsova, « Druzja Rossii », Ežednevny žurnal, 29/06/09. La citation est retraduite du russe.

[10] J. Sapir, « Crise financière, la Russie au secours de l'économie européenne », Le Figaro, 4/04/08

[11] V. D. Rogozin, « Bez tarakanov russofobii », gazeta.ru, 15/12/09. Ceci au moment où une officine de propagande russe a couvert la Grande-Bretagne d'affiches représentant Obama et Ahmadinejad, avec la mention : « Lequel représente le plus grand risque nucléaire ? » V. The Guardian, 18/12/09